



PMIE

66^e ENQUÊTE

DE CONJONCTURE

JANVIER 2018

01.

**EMBELLIE
GÉNÉRALISÉE**

-7

SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS, AU MIEUX DEPUIS 2007

54%

PART DES PME AYANT INVESTI EN 2017, EN PROGRESSION DE 3 POINTS SUR 1 AN

+31

SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2018, QUASI À SON NIVEAU D'AVANT CRISE ET DÉPASSANT SA MOYENNE DE LONG TERME

+15

SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES DÉBUT 2018, EN HAUSSE DE 10 POINTS SUR 1 AN ET SUPÉRIEUR À SON NIVEAU DE NOVEMBRE 2007

Points clés

1. Une accélération de l'activité depuis 3 ans qui se confirme à nouveau. La croissance du chiffre d'affaires des PME, bien qu'encore inférieure à son niveau d'avant crise, retrouve son précédent pic de 2011.
2. Les embauches dans les PME sont de plus en plus dynamiques, rejoignant le rythme d'avant crise. Avec, en corollaire de cette embellie, une recrudescence des difficultés de recrutement, qui dépassent même le niveau de 2007 dans l'Industrie et le Tourisme.
3. Une situation financière assainie, avec des trésoreries ayant retrouvé leur solidité d'avant crise. Les conditions d'accès au crédit sont toujours optimales, avec des taux d'intérêt toujours au plus bas.
4. Plus de la moitié des PME ont investi en 2017. Les investissements restent dynamiques comme en 2016.
5. L'embellie conjoncturelle se prolongerait dans les prochains mois. Les anticipations pour 2018 sont optimistes pour tous les paramètres : activité, emploi, situation de trésorerie et investissement.

Activité et emploi accélèrent en 2017

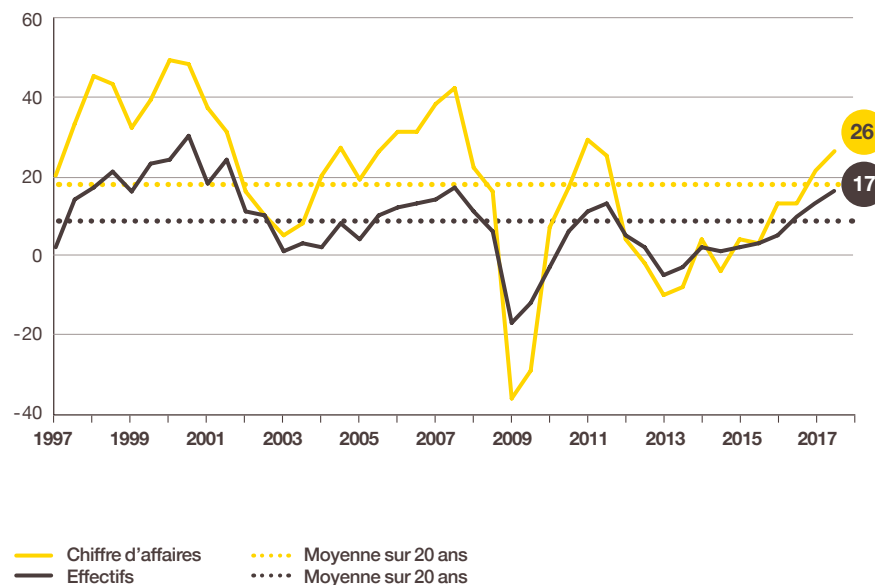
L'activité des PME a continué de progresser durant toute l'année 2017 et les embauches ont poursuivi leur accélération.

Les PME contribuent ainsi pleinement à l'embellie du climat des affaires observée par l'INSEE sur l'ensemble de l'année. Elles n'ont pour autant pas encore atteint le dernier point haut du cycle observé en 2007 (graphique 1).

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires gagne 13 points en 1 an, à +26, tandis que celui de l'emploi gagne 8 points, à +17.

Ces 2 indicateurs dépassent leur moyenne sur 20 ans et s'inscrivent à leur meilleur niveau depuis fin 2011 (graphique 1), voire leur niveau d'avant crise pour l'emploi.

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +21 à +26 entre les interrogations de mai et novembre 2017. Il a progressé de 13 points en 1 an.

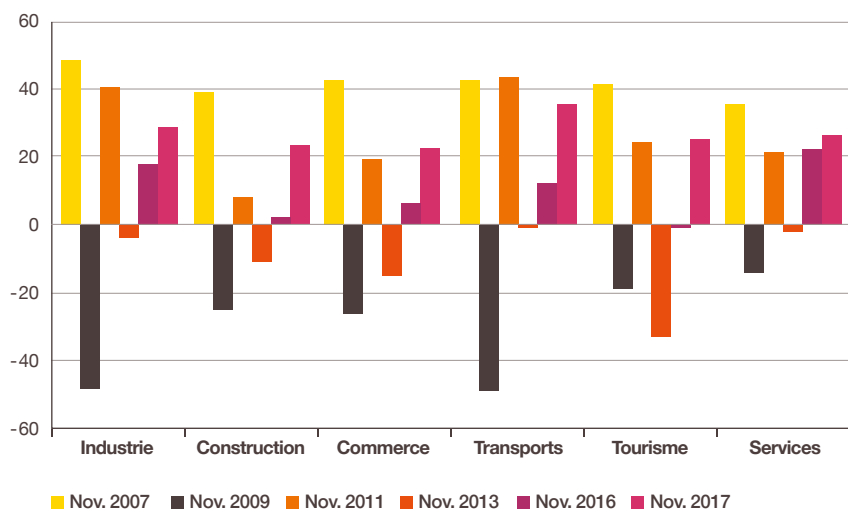
Source : **Bpifrance Le Lab**

L'optimisme sur l'activité est nourri par des carnets de commandes de mieux en mieux garnis. L'indicateur en solde d'opinion sur le niveau des carnets de commandes s'inscrit à +10, en progression de 12 points en 6 mois, et de 19 points en 1 an. À court terme, ils devraient continuer d'augmenter au même rythme (solde d'opinion sur les perspectives à 6 mois à +15 comme en mai dernier). Ils accélèreraient encore dans l'Industrie, se rapprochant de leur dynamique d'avant crise.

La croissance du chiffre d'affaires est notamment portée par un rattrapage sur les TPE et les petites PME (ayant moins de 50 salariés). Le rebond est particulièrement marqué dans la Construction (progression de 21 points de l'indicateur sur 1 an, +23 après +2 fin 2016), le Tourisme (+26 points en 1 an, +25 après -1) et le Commerce (+16 points, +22 après +6), secteurs en retrait en fin d'année 2016 (graphique 2).

De manière générale, la croissance 2017 du chiffre d'affaires s'est améliorée par rapport à 2016 quels que soient la taille, le caractère innovant ou non de l'entreprise, son activité à l'export et son secteur d'activité. Seul le secteur des Services aux particuliers marque le pas : le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires perd 9 points en 1 an, s'inscrivant à +11 fin 2017. Les PME innovantes ont toujours une progression de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne (solde d'opinion à +38 contre +26 pour l'ensemble des PME).

• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**
SOLDE D'OPINION EN %

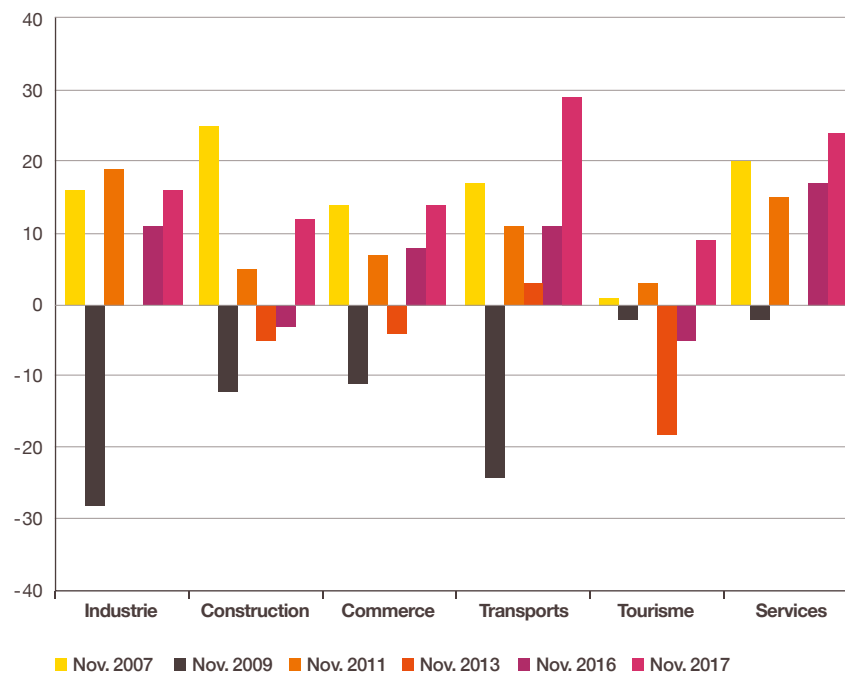


Source : Bpifrance Le Lab

En termes d'emploi, l'embellie est elle aussi généralisée quels que soient le secteur d'activité, la taille, le caractère innovant des PME.

Les embauches se sont nettement redressées dans le Tourisme et la Construction, secteurs où les PME étaient encore en difficulté l'année passée (graphique 3).

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Dans ce contexte d'amélioration de la demande de travail, de plus en plus d'entreprises rencontrent d'importantes difficultés de recrutement : 38 % après 31 % fin 2016. Les difficultés de recrutement sont les plus importantes dans l'Industrie (41 %), les Transports et le Tourisme (44 %), dépassant nettement le niveau de difficultés ressenti en 2007, avec pourtant un marché du travail plus tendu.

De très bonnes perspectives d'activité pour 2018

Les PME restent optimistes pour 2018 et anticipent une poursuite de l'embellie. L'indicateur prévisionnel d'activité s'inscrit à +31, au-dessus de sa moyenne de long terme (+18) et quasi à son niveau d'avant crise (+33). Il progresse de 9 points en 1 an (graphique 4).

Quasi tous les secteurs d'activité anticipent une croissance du chiffre d'affaires en hausse l'année prochaine. Seules les PME du Tourisme n'anticipent pas d'accélération, après l'embellie enregistrée en 2017.

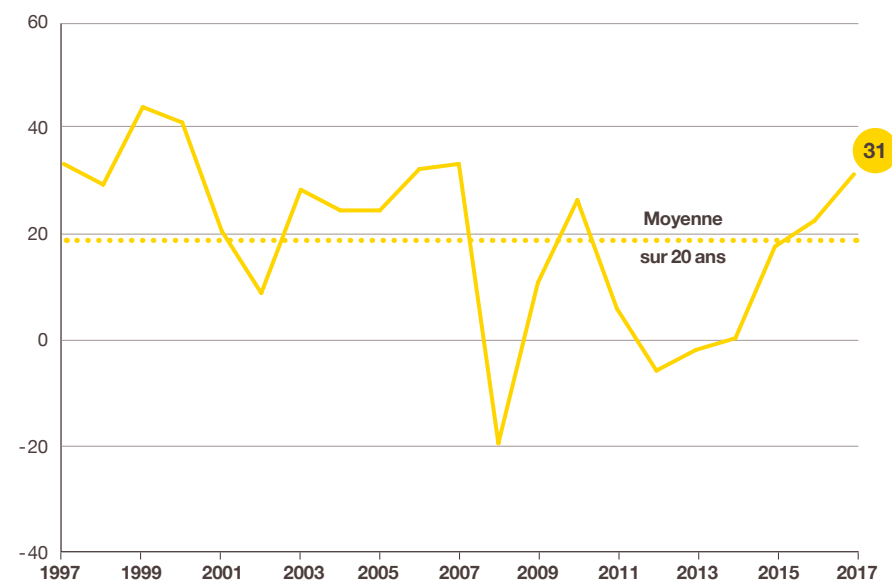
Les PME exportatrices sont également confiantes dans l'avenir et, comme à l'accoutumée, les innovantes ont des anticipations de croissance très au-dessus de la moyenne (solde d'opinion à +49).

Entraînées par cette dynamique, les embauches devraient s'accroître en 2018. L'indicateur prévisionnel de l'emploi progresse de 7 points en 1 an et s'établit à +21.

Les effectifs sont prévus en augmentation dans tous les secteurs d'activité, plus fortement dans la Construction où l'indicateur gagne 18 points en 1 an (solde d'opinion à +20).

Un renforcement des effectifs est envisagé quels que soient la taille, le caractère innovant ou non de l'entreprise et son activité à l'export même si les entreprises de 10 salariés et plus, les innovantes et les exportatrices sont toujours en absolu les plus optimistes.

• **GRAPHIQUE 4 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE**
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a progressé de 9 points en 1 an pour s'inscrire à +31 en novembre 2017.

Source : **Bpifrance Le Lab**

Une situation financière de nouveau en nette amélioration...

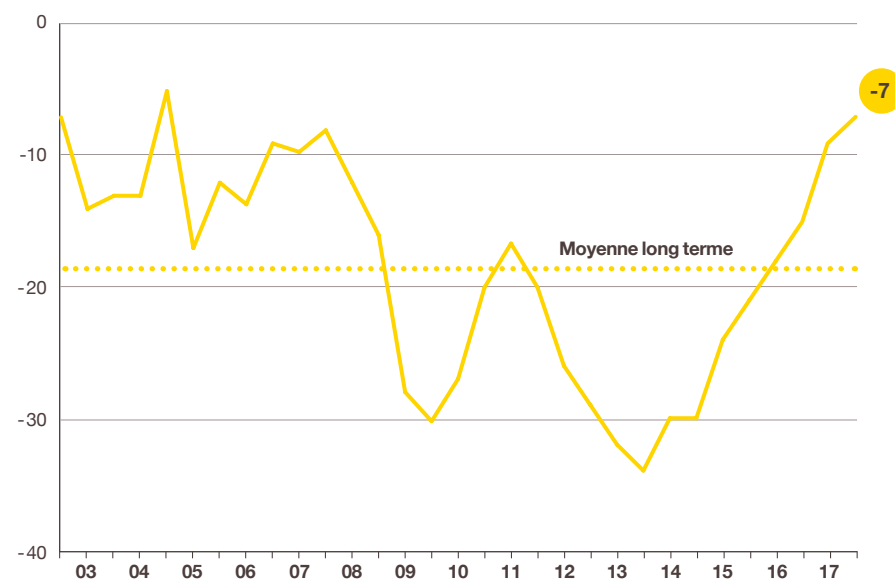
La situation de trésorerie des PME s'est de nouveau améliorée au cours des 6 derniers mois. L'indicateur progresse de 8 points en 1 an. Avec un solde d'opinion à -7, le jugement moyen des PME sur la trésorerie se situe au-dessus de sa moyenne de long terme (-18,3) et de son niveau d'avant crise, -8 en novembre 2007 (graphique 5).

Les trésoreries sont jugées les plus souples dans les Services (indicateur à +2) et le Commerce de gros (-1). Elles reviennent à la normale dans le Tourisme (-16, en hausse de 13 points en 6 mois) et se détendent dans la Construction (-19, en progression de 3 points en 6 mois).

Le jugement des PME sur leur trésorerie retrouve, voire dépasse, son niveau d'avant crise quelle que soit la taille : chez les TPE (solde d'opinion à -6, contre -12 en mai dernier et en novembre 2007) comme chez les entreprises de 10 à 249 salariés (-7, au même niveau qu'en mai dernier et en novembre 2007).

Hormis les PME du Tourisme qui craignent un regain de tensions de trésorerie, cette amélioration devrait se poursuivre à court terme pour l'ensemble des PME.

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2017, les PME étaient 7 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

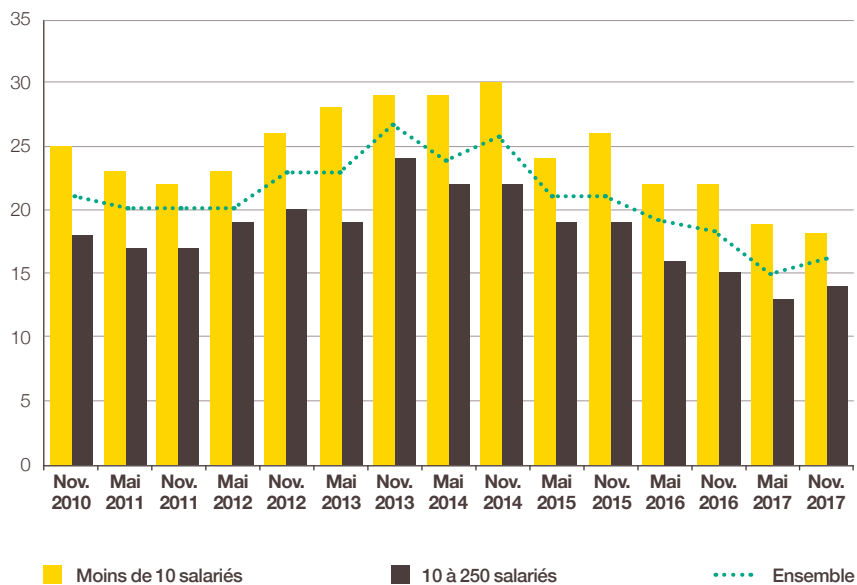
Source : Bpifrance Le Lab

... et des conditions d'accès au crédit toujours très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 2^e semestre 2017 est resté, selon l'enquête, aisé. Seules 16 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités. Bien qu'ayant augmenté d'un point en 6 mois, cette proportion est moindre qu'il y a 1 an (-2 points) et demeure à son plus bas niveau depuis l'introduction de la question en 2010.

L'amélioration concerne tant les TPE (difficultés rencontrées pour 18 % de TPE après 22 % en novembre 2016) que les PME de 10 à 249 salariés (14 % contre 16 %) (graphique 6).

• GRAPHIQUE 6 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Malgré un mieux, les difficultés d'accès au crédit à court terme demeurent supérieures à la moyenne dans la Construction (18 % après 20 % en mai 2017 et en novembre 2016), et le Tourisme (23 % après 26 % et 33 %). Bien que restant très proches de la moyenne, elles ont été plus fréquentes dans les PMI au 2^e semestre 2017 (17 % après 15 % au 1^{er} semestre). À l'opposé, les difficultés sont plus rares dans le Commerce de gros, (stable à 13 %) et les Services aux particuliers (11 % après 15 %).

L'accès au crédit à moyen et long terme s'est maintenu à son meilleur niveau au cours du 2^e semestre 2017, avec 7 % des PME déclarant avoir rencontré des difficultés d'obtention de concours financiers à l'investissement. Cette proportion est quasi stable depuis le 1^{er} semestre 2016 (8 %).

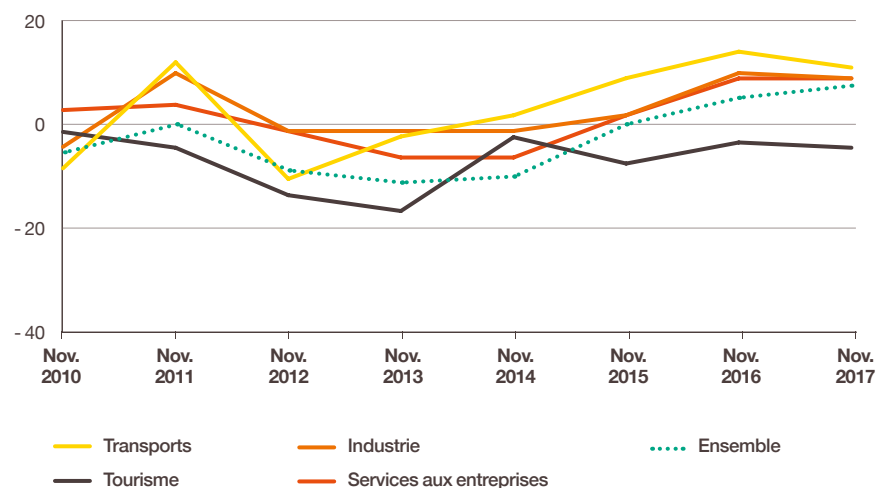
Les difficultés rencontrées sont les moins fréquentes dans les Transports (6 %), le Commerce de gros (6 %) et les Services aux particuliers (5 %). Elles restent les plus fréquentes, mais en nette amélioration, dans le Tourisme : 14 %, après 18 % à fin 2016, soit un des meilleurs niveaux observé dans ce secteur depuis fin 2011 (12 %).

L'investissement a continué de progresser en 2017

En 2017, 54 % des PME ont investi, après 51 % en 2016 et 50 % en 2015.

L'indicateur relatif à l'évolution annuelle du volume d'investissement, c'est-à-dire de l'ensemble des montants investis dans l'année, est positif pour la 2^e année consécutive à +7, et progresse de 2 points en 1 an (graphique 7).

• GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2017, 27 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2016 et 20 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +7.

Source : Bpifrance Le Lab

D'un point de vue sectoriel, la progression de l'investissement est la plus importante dans les Services aux particuliers (solde d'opinion à +15 après -2 en 2016), dans l'Industrie (+8 après +9) et les Transports (indicateur à +10 après +13) sans toutefois d'accélération des dépenses dans ces 2 derniers secteurs. Les dépenses d'investissement rebondissent dans la Construction (+6 après -1 et -5).

On note, par ailleurs, que l'investissement progresse d'autant plus fortement que l'entreprise est exportatrice (+12) ou innovante (+13). Il a accéléré chez les PME de 10 à 250 salariés (+11 après +9) tandis qu'il s'est stabilisé chez les TPE (indicateur à 0 après -1 en 2016).

La part moyenne de l'autofinancement des investissements a progressé de 3 points : 40 % après 37 % en 2016 (40 % en 2015), en lien avec l'amélioration des résultats et de la capacité financière des PME. Les 60 % restant ont été financés par emprunt bancaire, pour l'essentiel à moyen terme (54 % *via* crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans ; 6 % *via* crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus).

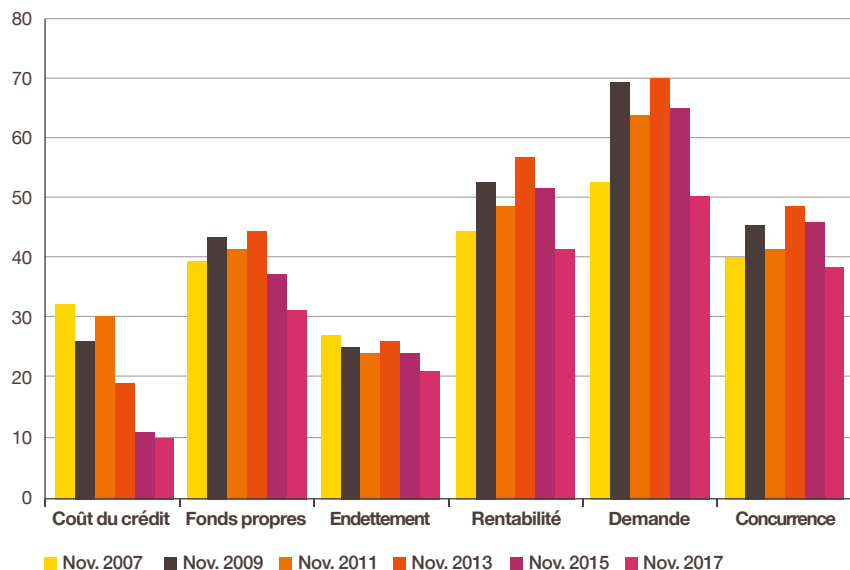
La légère diminution relative de l'équipement et de l'incorporel au profit de l'immobilier se poursuit en 2017. Les investissements immobiliers (terrains, constructions, locaux existants, aménagements) représentent 1/3 des dépenses d'investissement, soit 5 points de plus qu'en 2016, principalement au détriment des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers) (-4 points).

Des freins à l'investissement de moins en moins importants

Les obstacles rencontrés par les PME pour investir diminuent petit à petit. Ils ont tous atteint des niveaux historiquement bas. Le principal frein cité par les chefs d'entreprise reste toujours la faiblesse de la demande mais seulement pour 50 % d'entre eux, soit 10 points de moins qu'en novembre 2016.

Reflète de la bonne santé financière des entreprises, l'insuffisance de la rentabilité n'est plus mentionnée que par 41 % des dirigeants, proportion en recul de 5 points par rapport à fin 2016. Même la concurrence ne représente plus que 38 % des citations soit 5 points de moins en 1 an.

• GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



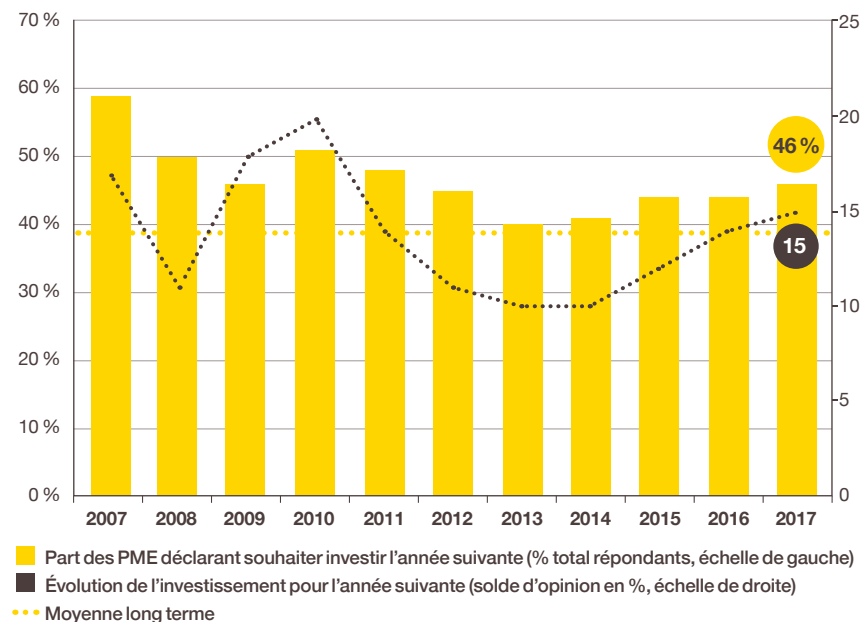
Source : Bpifrance Le Lab

Hausse modérée de l'investissement prévue pour 2018

Fin 2017, les carnets de commandes sont toujours bien orientés et les conditions de financement restent très favorables. Dans ce contexte, les PME envisagent une nouvelle année dynamique en termes de dépenses d'investissement.

Fin 2017, 46 % des entreprises envisagent d'investir au cours du prochain exercice soit 2 points de plus qu'en 2016. L'indicateur prévisionnel du volume d'investissement progresse par ailleurs d'1 point en 1 an : à +15, il dépasse sa moyenne de long terme à +14 (graphique 9). Cette légère hausse anticipée du volume d'investissement est surtout portée par les PMI.

• GRAPHIQUE 9 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2017, 46 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2018 (échelle gauche) et elles sont 15 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2017 (solde d'opinion, échelle droite).

Source : Bpifrance Le Lab

En guise de conclusion

L'embellie généralisée reportée par les PME en 2017 devrait se poursuivre début 2018.

Les PME ont surfé sur l'accélération de l'économie française en 2017. Leur activité s'est redressée pour la 4^e année consécutive, tirant derrière elle, embauches et investissements. Cette amélioration est visible dans quasiment tous les secteurs, y compris ceux du Bâtiment, du Tourisme et du Commerce, enfin sortis de l'ornière.

Les perspectives d'évolution des carnets de commandes restent bonnes.

Globalement, l'année 2018 se présente sous de bons augures pour l'activité et l'emploi. Les perspectives d'investissement restent bien orientées même si les PME restent en majorité prudentes. Tout cela pointe vers une poursuite du cycle haussier pour les PME et un retour progressif vers le dynamisme d'avant crise. Les tensions observées au niveau du recrutement sont néanmoins à surveiller, pouvant limiter le potentiel d'investissement et de croissance des PME si elles devaient perdurer.

Conjoncture régionale : synthèse

La nette embellie de la situation des PME en 2017 est perceptible pour l'ensemble des régions.

La croissance est de retour d'une manière plus ou moins prononcée : les PME des régions Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes et Pays de la Loire sont les plus optimistes. Elles annoncent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 4,0 %.

Celles des autres régions renouent aussi avec la croissance mais d'une manière plus modérée.

Il en est de même pour les effectifs qui se sont renforcés plus ou moins selon les régions.

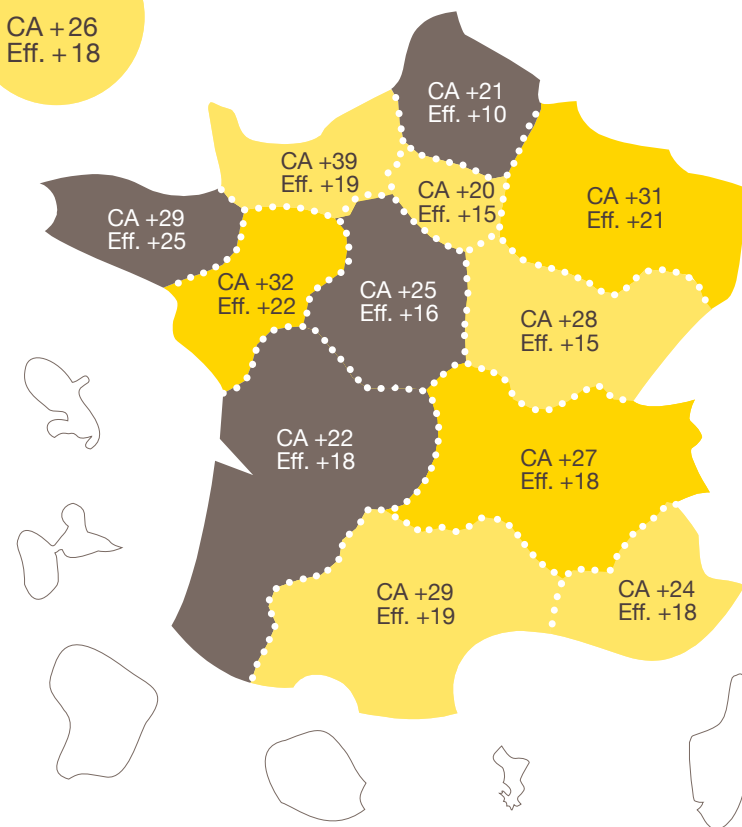
La situation financière s'est améliorée partout à l'exception des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes où les PME ont enregistré un léger regain de tensions de trésorerie.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur www.bpifrance-lelab.fr

ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

France :

CA +26
Eff. +18



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 2,4 % à 2,9 %
- De 3,0 % à 3,9 %
- De 4,0 % à 4,2 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2017 ⁽¹⁾

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
Ensemble des PME	+7	+13	+26		+4	+9	+17		-5	+5	+7	
10 - 250 salariés	+17	+19	+33		+10	+15	+26		-2	+9	+11	
Moins de 10 salariés	-4	+3	+16		-4	+1	+5		-9	-1	0	
Industrie	+11	+18	+29		+4	+11	+16		-2	+9	+8	
Construction	0	+2	+23		-1	-3	+12		-11	-1	+6	
Commerce	+4	+6	+22		+3	+8	+14		-6	+3	+4	
Transports	+10	+12	+35		+4	+11	+29		-3	+13	+10	
Tourisme	-1	-1	+25		-4	-5	+9		-9	-4	-5	
Services	+11	+22	+26		+10	+17	+24		-2	+7	+9	

ANNÉE 2018 ⁽¹⁾

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
Ensemble des PME	+9	+22	+31		+7	+14	+21		+14	+14	+15	
10 - 250 salariés	+16	+30	+38		+10	+19	+27		+13	+14	+16	
Moins de 10 salariés	+1	+10	+22		+3	+7	+13		+14	+13	+14	
Industrie	+16	+28	+36		+10	+19	+22		+17	+15	+19	
Construction	-12	+8	+22		-3	+2	+20		+7	+6	+13	
Commerce	+8	+17	+32		+4	+9	+18		+15	+15	+15	
Transports	+4	+11	+24		+3	+9	+17		+4	+4	+5	
Tourisme	-2	+19	+18		-3	-2	0		+15	+16	+14	
Services	+17	+29	+34		+15	+24	+29		+15	+16	+15	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



02.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

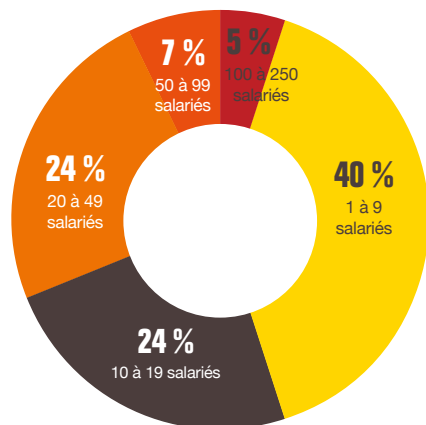
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

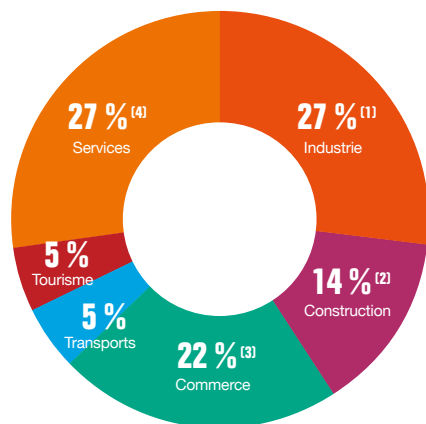
À l'occasion de la 66^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 29 413 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées début novembre 2017.

L'analyse porte sur les 4 286 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 5 décembre 2017.

TAILLE

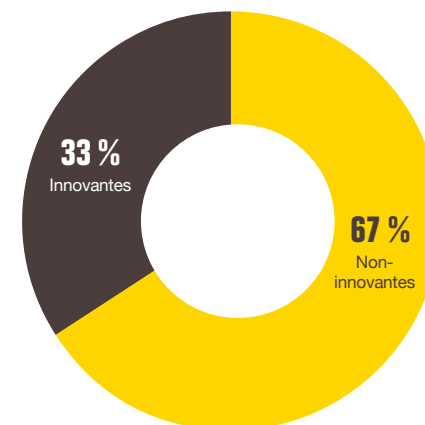


SECTEUR D'ACTIVITÉ

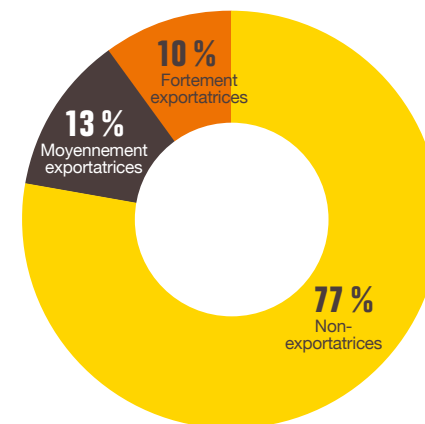


(1) 3 % Agroalimentaire, 13 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.
 (2) 12 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 13 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.
 (4) 23 % Services aux entreprises, 4 % Services aux particuliers.

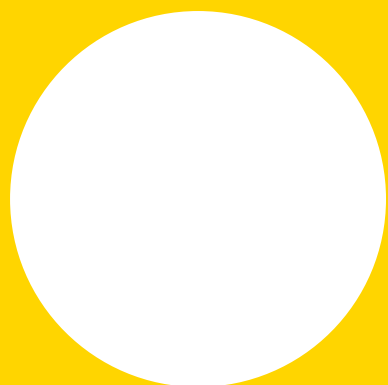
CARACTÈRE INNOVANT



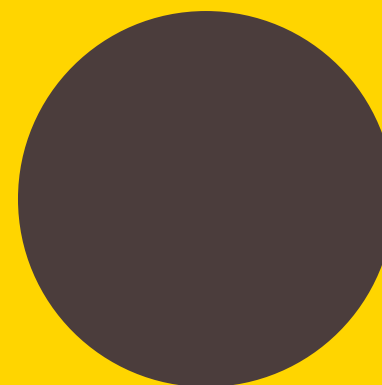
EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr